



Crise du Covid :

200 licenciements à Renault Lardy !

La pandémie de Covid19 et la période de confinement ont été les déclencheurs d'une crise économique mondiale majeure.

En France, le gouvernement a augmenté la dette qui pourrait gonfler de 98% à 120% du PIB d'après la Cour des comptes. Le but serait de sauver le pouvoir d'achat des salariés (chômage partiel) et les emplois (éviter la fermeture d'entreprises)...

Les milliards d'euros de l'Etat injectés dans les grandes entreprises françaises (privatisées depuis quelques années) ne semblent pas suffisants.

- **Air France** qui a bénéficié de **7 milliards d'euros** de prêt garanti par l'Etat compte **réduire ses effectifs de 4000 salariés**.
- **Renault de son côté obtient 5 milliards d'euros**, supprime quelque **3000 emplois (dont 200 sur le site du technocentre de Lardy)** et ferme une usine.
- **Sanofi va toucher 200 millions d'euros** d'investissement de l'Etat et **réduit de 1000 postes son effectif**.

Certes la crise économique est sévère. Mais **ces entreprises se gavent et se sont gavées d'argent public depuis des années**. Sanofi a même fait le choix de verser 4 milliards de dividendes à ses actionnaires pour 2020 ! Renault fait le meilleur redémarrage de ventes de voiture post-confinement. L'entreprise est d'ailleurs assise sur un pactole de 20 milliards d'euros de liquidités. Air France a mis de côté 6,5 milliards d'euros de liquidités.

- **Est-il normal que les directions de ces entreprises préfèrent détruire des emplois plutôt que de réduire les dividendes ou leurs liquidités ?**
- **Est-il normal que les actionnaires prélèvent toujours plus de dividendes sans venir en aide aux entreprises qui leur appartiennent ?**
- **Est-il normal que l'Etat donne pratiquement sans aucune contrepartie à des grands groupes qui suppriment emplois et usines en retour ?**

L'argent public issu de la collecte de nos impôts ne saurait être le magot des grandes entreprises privées. Le MEDEF ordonne à l'Etat de verser des aides ; l'Etat supplie les Français de consommer. Ni l'un ni l'autre n'exigent des patrons et des actionnaires qu'ils cassent leur tirelire pour investir dans leurs entreprises.

Nos impôts doivent servir à protéger et développer l'emploi et pas à le détruire pour enrichir davantage les actionnaires.

Soyons solidaires des salariés en danger de licenciement.

Rejoignez nous : fdg.bjl@gmail.com

Suivez nous : <http://fdgbl.canalblog.com/>

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique.